Histoire et Philatélie

Première partie :

Simón Bolívar

La ferveur avec laquelle la mémoire de Simón Bolívar est entretenue au Venezuela est unique. Si ce personnage est revendiqué par toute l'Amérique latine, c'est avant tout au Venezuela, où il est né, que son ombre est partout présente : de la plus grande ville au moindre village, il y a partout des avenues, des rues, des places, des bâtiments et des monuments qui portent son nom.

Son action s'est développée sur un territoire vaste comme l'Europe. Pendant vingt ans, il y a lutté pour l'indépendance et la liberté. Il reste le fondateur de cinq États (le Venezuela, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et la Bolivie, qui tient son nom de lui). Même s'il est mort en 1830 déçu et aigri de ne pas avoir pu réaliser son rêve d'une grande fédération latino-américaine, il reste une des figures les plus importantes de toute l'histoire du Nouveau Monde.

Le Venezuela l'a honoré par d'innombrables émissions de timbres-poste, aussi bien des timbres d'usage courant que des timbres commémoratifs. La valeur faciale de ces timbres est d'ailleurs exprimée en... bolívares : le bolívar est la monnaie officielle du Venezuela.

Il est donc normal de commencer l'histoire du Venezuela par la biographie de l'homme qui est le véritable père de cette nation.

Simón Bolívar est né à Caracas le 24 juillet 1783, quatrième enfant de Juan Vicente Bolívar et de María de la Concepción Palacios y Blanco, qui faisaient partie de l'aristocratie créole de Caracas.

1933, n° 170
150e anniversaire de la naissance de Simón Bolívar

1940, n° 230
Le lit où il a vu le jour

1940, n° 231

1947, n° 266

Son baptême

1941, n° 232

1940, n° 235

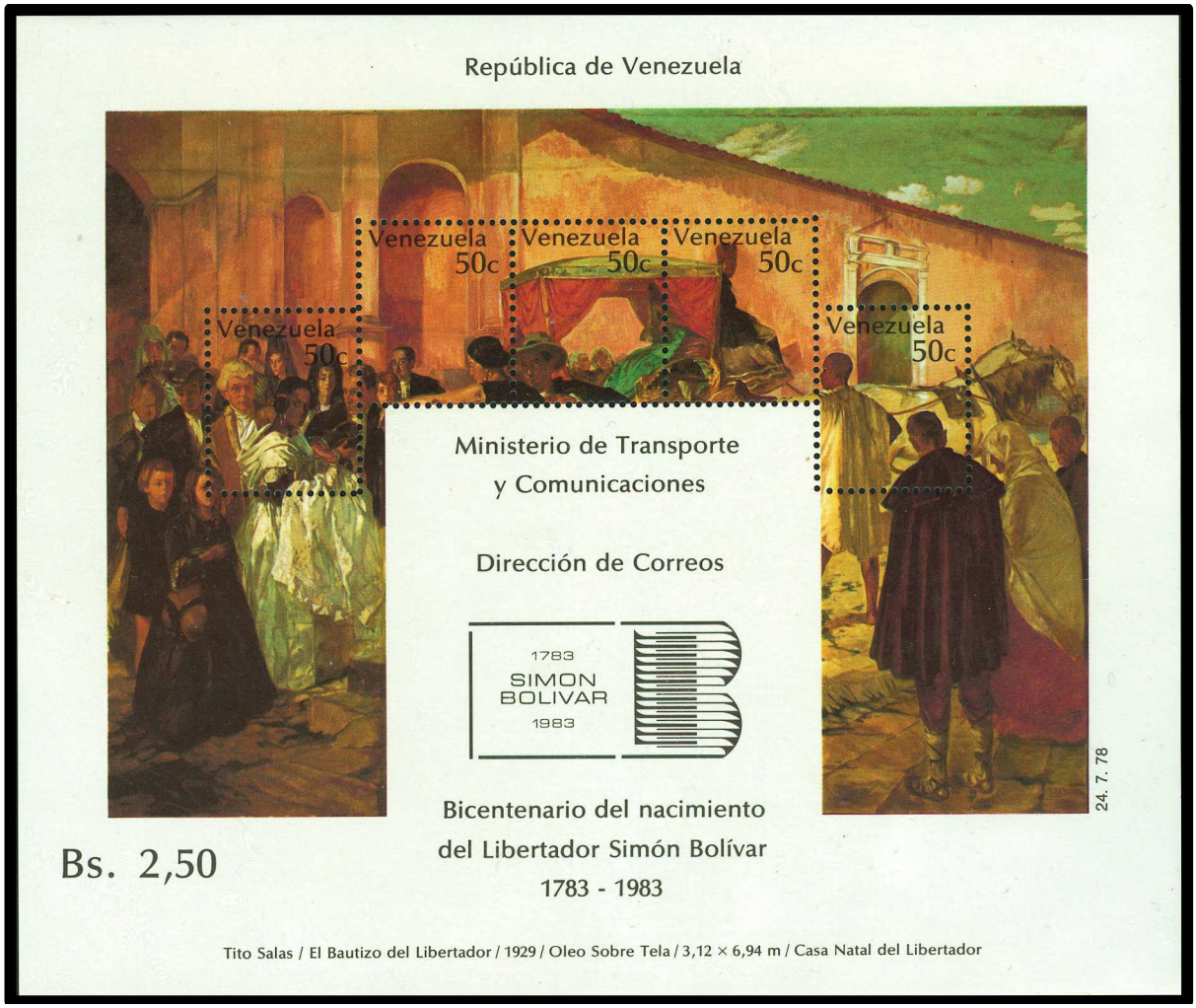
Façade et patio de sa maison natale

1941, n° 234

1947, n° 268

1948, n° 269

Patio et fonts baptismaux de sa maison natale



1978, bloc 19A

Le baptême de Simón Bolívar. Oeuvre de Tito Salas

Entre 1978 et 1984, la poste vénézuélienne a émis, à intervalles réguliers, au total douze paires de timbres, accompagnées chaque fois d'un bloc, pour commémorer le bicentenaire de la naissance de Simón Bolívar (1783-1830)

1978, n°s 1028/1029

Simón dans les bras de sa nourrice Hipólita *Juan Vicente Bolívar, le père de Simón*

Juan Vicente Bolívar meurt en 1786, alors que le petit Simón n'a pas trois ans. Sa mère, tuberculeuse, décède six ans plus tard, en 1792. Il est élevé par une esclave noire, Hipólita, qui fait preuve d'une très – trop – grande tolérance envers le jeune Simón, dont l'insolence et le manque de discipline caractérisent la jeunesse. Il gardera toute sa vie une grande affection envers Hipólita.

En 1795, son éducation est confiée à Simón Rodríguez Carreño, qui exercera une grande influence sur l'adolescent, qui devient un élève brillant à l'Académie de mathématiques, et qui commence alors une carrière militaire.

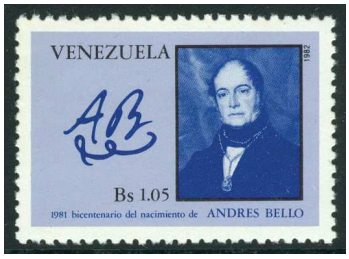
Le poète, juriste et littérateur Andrés Bello lui enseigne alors la géographie, l'histoire et la littérature. Le temps de la paresse, de l'insouciance et de l'insolence est définitivement révolu pour Simón Bolívar.

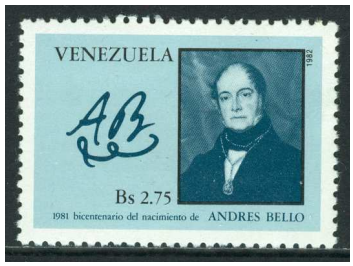
1978, n°s 1050/1051

Simón Bolívar à 25 ans *Simón Rodríguez, professeur et mentor de Simón Bolívar*

1954, P.A. n°s 561/565

Simón Rodríguez Carreño, tuteur et mentor de Bolívar





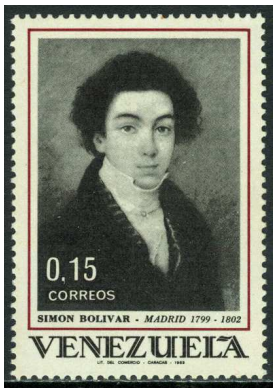
1982, n°s 1115/1118

1946, n° 259 & P.A. n° 213

1965, P.A. n° 862

1911, F.P. n° 112

Andrés Bello



1969, n° 794
Bolívar étudiant

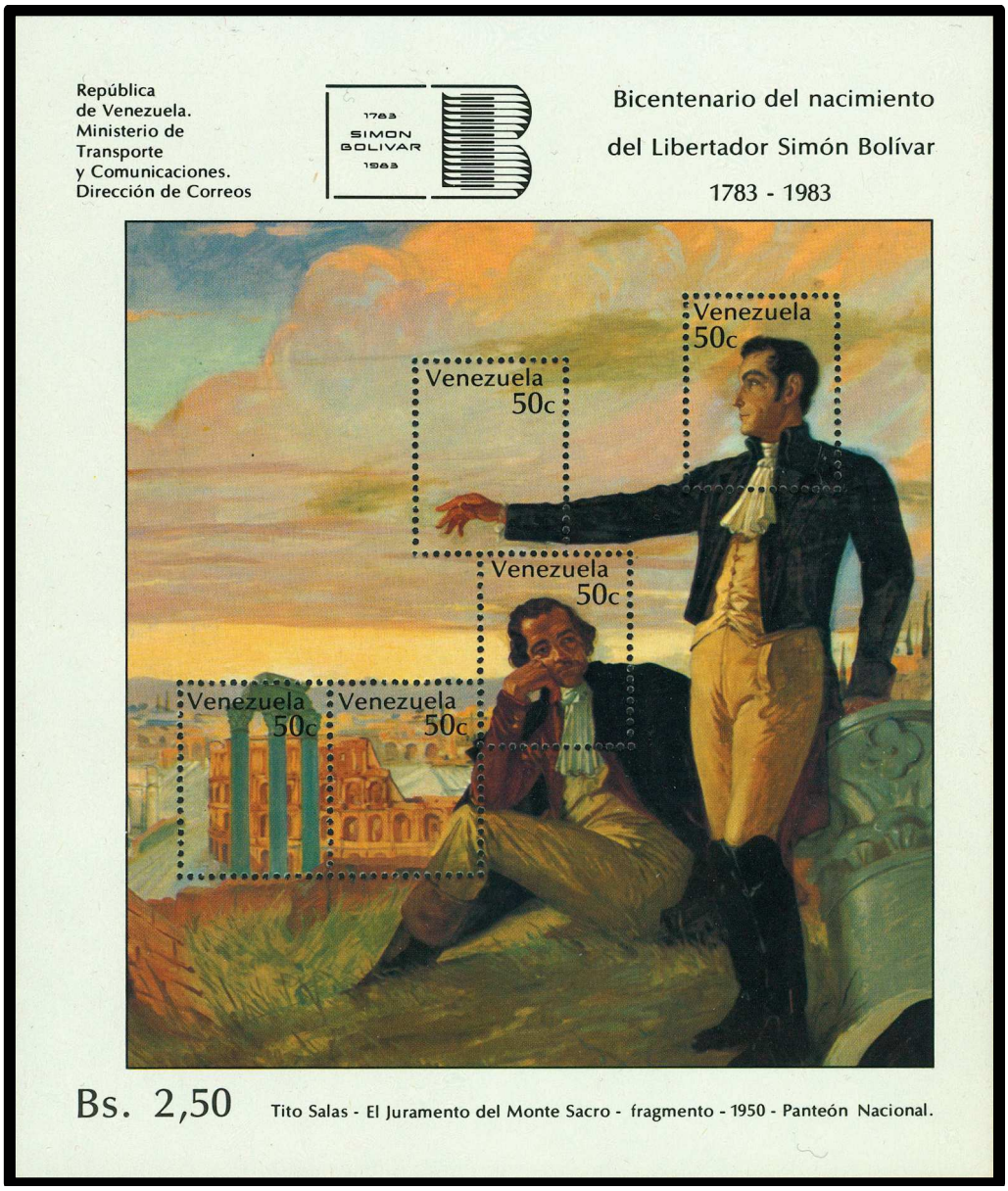
En 1799, il est envoyé à Madrid pour parfaire son éducation en Europe. Il y est reçu par son oncle don Esteban Palacios, qui l'introduit à la cour de Charles IV, roi dégénéré qui n'est qu'une marionnette entre les mains de son favori Godoy. Il y tombe amoureux de María Teresa del Toro, la fille d'un aristocrate de Caracas qui vit à Madrid.

En 1802, il est à Paris, où il ne cache pas son enthousiasme pour les idées de la Révolution et son admiration pour Napoléon. Rentré à Madrid, il y épouse le 26 mai 1802 sa fiancée María Teresa del Toro. Malheureusement, à peine rentrée à Caracas, son épouse meurt au début de 1803, et Bolívar, qui n'a pas 20 ans, se retrouve déjà veuf.

1969, n° 793
Le mariage de Simón Bolívar

Inconsolable de la perte de sa jeune épouse, il repart pour l'Europe, et s'installe à Paris, où il rencontre par hasard son ancien professeur, Simón Rodríguez Carreño. Ensemble, ils partent pour l'Italie, où Bolívar prononce en août 1805, au Monte Sacro près de Rome, son célèbre serment : il s'engage à n'avoir pas de repos avant d'avoir mis un terme à la domination espagnole en Amérique. Cet épisode a été plus tard "enjolivé" par les thuriféraires de Bolívar.

1957, n°s 539/545 & P.A. n°s 613/619
150e anniversaire du "Serment de Bolívar" (... avec deux ans de retard !)



1978, bloc 19B

Le serment de Simón Bolívar au Monte Sacro, près de Rome, en 1805. Oeuvre de Tito Salas

2005, n°s 2448, 2449 & 2551

Le serment de Bolívar, le 15 août 1805 au Monte Sacro, près de Rome

2005, bloc 63
Le serment de Bolívar, le 15 août 1805 au Monte Sacro, près de Rome

Bolívar reourne ensuite à Paris, visite en 1806 la Belgique, les Pays-Bas et l'Allemagne, et est en 1807 aux États-Unis. Pétri des idées de la Révolution française et ayant constaté le marasme laissé en Espagne par une monarchie dégénérée, il est séduit par les États-Unis, qui ont réussi à se libérer de la colonisation anglaise et faire prospérer la jeune nation américaine. Cela ne fait que conforter Bolívar dans son idée que l'Amérique latine doit suivre le même chemin envers l'Espagne et évoluer vers l'indépendance et la liberté.

En juin 1807, Bolívar est de retour à Caracas. Il s'entoure de nombreux personnages qui joueront plus tard un rôle dans les guerres d'indépendance et qui deviendront pour la pupart ses proches collaborateurs et conseillers. Le plus important est José Félix Ribas.

1976, n°s 964/965
200e anniversaire de la naissance de José Félix Ribas

1994, n° 1695
José Félix Ribas

Ce sont cependant les événements d'Espagne qui vont engendrer l'ensemble des guerres d'indépendance de l'Amérique latine. En mars 1808, Charles IV doit abdiquer en faveur de son fils, Ferdinand VII. Profitant de la confusion, l'empereur Napoléon démet aussi bien le père que le fils et offre le trône d'Espagne à son frère Joseph.

Entre 1808 et 1814, c'est l'anarchie et le chaos en Espagne : partant du Portugal, un corps expéditionnaire anglais, commandé par Wellington, harcèle les troupes françaises, qui doivent partout battre en retraite. Dans les villes où les troupes françaises se sont retirées, des juntes de commandement sont installées, coordinées par une junte centrale, favorable à Ferdinand VII.

Le Venezuela reste lui aussi favorable à Ferdinand VII, mais les élites de Caracas, constatant que les autorités espagnoles locales s'opposent à toute initiative de la part de la population créole, considérée comme un ensemble de citoyens de seconde zone, manifestent de plus en plus leur mécontentement.

La situation devient explosive, et le 19 avril 1810 voit le dénouement de la crise : le capitaine général espagnol Vicente de Emparan est démis de ses fonctions, et une junte autonome prend le pouvoir à Caracas. Cette junte prétend cependant encore toujours agir au nom du roi Ferdinand VII d'Espagne.

Bolívar propose ses services à la junte de Caracas, et il est envoyé avec Andrés Bello à Londres, pour négocier l'aide de la Grande-Bretagne. Les Anglais promettent une "neutralité bienveillante", mais Bolívar, dont le but final est l'indépendance totale, obtient fin 1810 le retour au Venezuela d'un homme qui rongeait son frein en Angleterre : Francisco de Miranda.

1960, n°s 619/621 & P.A. n°s 713/715
150e anniversaire du 19 avril 1810

2010, n°s 2892/2901
Protagonistes de la junte du 19 avril 1810

Si l'on parle de Bolívar comme du "Libertador", le nom qui va le mieux à Miranda est celui de "Precursor". Né à Caracas en 1750, il a participé à la guerre d'indépendance des États-Unis. Désireux de combattre pour l'indépendance des colonies espagnoles d'Amérique du Sud, il passe en 1783 en Europe avec l'espoir d'y trouver les appuis nécessaires à cette entreprise. Il visite la Russie, l'Allemagne, le Danemark, l'Italie et enfin la France. Enthousiasmé par la Révolution française, il participe à la bataille de Valmy en 1792.

Mais en 1797, menacé d'arrestation, il doit se réfugier en Angleterre.

Il effectue deux tentatives de débarquement au Venezuela en 1806, mais toutes deux se soldent par un échec, à cause du manque de soutien de la population locale.

Bolívar voit juste en estimant que seul Miranda serait capable de prendre la tête du mouvement qui doit aboutir à l'indépendance totale. C'est lui qui accueille Miranda à son arrivée au port de La Guaira, et qui l'accompagne à Caracas.

1911, n°s 125/126

1950, n°s 299/302

1979, n° 1056 *1986, n° 1216*

Francisco de Miranda

2006, n°s 2577/2586
Francisco de Miranda

1968, P.A. n°s 942/946
Francisco de Miranda

Dès leur arrivée à Caracas, Miranda et Bolívar sont confrontés à trois factions fort divergentes :
- Celle qui veut l'indépendance totale.
- Celle qui veut une large autonomie, mais qui continue à reconnaître Ferdinand VII comme le souverain légitime.
- Celle qui reste entièrement fidèle à l'Espagne.

Miranda fonde un association, la "*Sociedad Patriotica*", pour faire pencher la population en faveur de l'indépendance totale, et il parvient en 1811 à faire élire un congrès favorable à ses idées.

Le 5 juillet 1811, toujours sous l'impulsion de Miranda, le Congrès proclame l'indépendance du Venezuela, qui devient une république.

Inutile de dire que cet événement a fait au Venezuela l'objet d'innombrables émissions de timbres-poste commémoratifs.

1910, n° 124
100e anniversaire de l'indépendance

2011, n°s 3008/3017

200e anniversaire de l'indépendance. "La réunion de la Société patriotique". Oeuvre de Tito Salas

1950, P.A. n°s 305/309
Signature de l'acte d'indépendance

1962, bloc 6
150e anniversaire de l'indépendance

1962, n°s 646/648 & P.A. n°s 752/754
150e anniversaire de l'indépendance

1962, bloc 7
150e anniversaire de l'indépendance

2009, n°s 2777/2788

200e anniversaire de l'indépendance. La déclaration d'indépendance

En 2011, tous les signataires de l'acte d'indépendance du 5 juillet 1811 ont été honorés par un timbre-poste, formant un ensemble de quatre feuillets avec 42 portraits

Députés signataires de l'acte d'indépendance, représentés sur les timbres-poste n°s 2790/2831

Première série (n°s 2790/2799)

Francisco Javier de Mayz
Juan Pablo Pacheco
Mariano de la Cova
Juan Nepomuceno Quintana
Manuel Plácido Maneiro
Manuel Palacio
Francisco Isnardi
Luis José de Cazorla
José Luis Cabrera
Juan Bermúdez

Deuxième série (n°s 2800/2809)

Gabriel de Alcalá
José Ángel Álamo
Juan Germán Roscio
Ignacio Ramón Briceño
Martín Tovar Ponte
Nicolás de Castro
Ignacio Fernández
Francisco Javier Yánes
Luis Ignacio Mendoza
Fernando Peñalver

Troisième série (n°s 2810/2819)

Antonio Nicolás Briceño
Francisco Javier Ustáriz
Gabriel de Ponte
José de Sata y Busy
Lino de Clemente
Juan Antonio Rodríguez Domínguez
Isidoro Antonio López Méndez
José Vicente de Unda
El Marqués del Toro
Ramón Ignacio Méndez

Quatrième série (n°s 2820/2831)

Fernando Toro
Manuel Vicente Maya
Juan Antonio Díaz Argote
José María Ramírez
Juan Toro
Felipe Fermín Paúl
Francisco Policarpo Ortiz
Juan José de Maya
Francisco de Miranda
Gabriel Pérez de Pagola
Francisco Hernández
Salvador Delgado

2009, n°s 2790/2799
200e anniversaire de l'indépendance, première série
Effigies des députés signataires de l'acte d'indépendance

2009, n°s 2800/2809
200e anniversaire de l'indépendance, deuxième série
Effigies des députés signataires de l'acte d'indépendance

2009, n°s 2810/2819
200e anniversaire de l'indépendance, troisième série
Effigies des députés signataires de l'acte d'indépendance

2009, n°s 2820/2831 *200e anniversaire de l'indépendance, quatrième série*
Effigies des députés signataires de l'acte d'indépendance

2011, bloc 74

200e anniversaire de l'indépendance. "Le Panthéon des héros". Oeuvre d'Arturo Michelena

Le pouvoir exécutif est attribué à un triumvirat, dont les trois membres devraient s'alterner à la présidence. Le premier président est Cristobal Mendoza. Il occupe la présidence jusqu'au 21 mars 1812, et part en exil lors de la chute de la première république. Il fera toute sa vie preuve d'une fidélité absolue à Bolívar.

1939, n°s 215/221

1994, n° 1694
Cristobal Mendoza, premier président du Venezuela

Malheureusement, à Caracas, la mésentente règne rapidement entre Miranda et Bolívar. En vertu de ses efforts du passé, Miranda s'était attendu à plus d'hommages et de reconnaissance. Déçu et désillusionné, il sombre dans un profond pessimisme pour l'avenir, qui n'est pas partagé par Bolívar.

Les royalistes fidèles à l'Espagne se regroupent fin 1811 dans la partie occidentale du Venezuela, et sous les commandement de Domingo de Monteverde, passent à l'attaque en mars 1812. Le Congrès, aux abois, nomme Miranda dictateur-généralissime, doté des pleins pouvoirs.

Une catastrophe augmente encore le chaos : le 26 mars 1812, un tremblement de terre détruit Caracas, faisant près de 20 000 victimes. C'est Bolívar qui prend la direction des opérations de sauvetage.

La situation militaire se dégrade rapidement, à cause de l'inertie de Miranda : adoptant une tactique purement défensive, il laisse l'initiative à Monteverde, et Bolívar est obligé d'évacuer Puerto Cabello.

Miranda a perdu tout espoir, et demande l'armistice. Le 25 juillet 1812, la "capitulation de San Mateo" est signée, qui met fin à la première république vénézuélienne. Monteverde entre en vainqueur à Caracas. Miranda essaie de quitter le pays, mais son attitude avait suscité la colère et l'indignation de nombreux officiers, dont Bolívar. La veille de son départ du port de la Guaira, dans la nuit du 29 au 30 juillet 1812, Miranda est arrêté par Bolívar et ses amis, qui considèrent maintenant leur ancienne idole comme un traître.

Miranda, captif, est remis à Monteverde. Il terminera sa vie en prison à Cádiz, en Espagne, le 14 juillet 1816.

1966, P.A.n° 886
Miranda en prison, oeuvre d'Arturo Michelena

Simón Bolívar regagne Caracas. Il parvient, grâce à certaines complicités, à obtenir un passeport, et le 27 août 1812, en compagnie de José Félix Ribas, il s'embarque à destination de Curaçao.

À Curaçao, les autorités n'accordent aucune aide à Bolívar, et confisquent ses bagages et son argent. Il trouve cependant aide et asile chez un avocat juif d'origine hollandaise, Mordechay Ricardo.

1989, n°s 1441/1443
Bolívar à Curaçao. Mordechay Ricardo

Pendant ce temps, en Colombie, qui était alors la Nouvelle-Grenade, la situation est d'une extrême complexité : les Créoles, c'est-à-dire les personnes d'ascendance européenne nées dans les colonies, avaient éliminé les unes après les autres les autorités espagnoles locales pour les remplacer par des juntes de gouvernement au nom du roi d'Espagne, Ferdinand VII, qui vivait alors en exil en France. Finalement, ils avaient formé le 20 juillet 1810 à Santa Fe de Bogotá une junte suprême de gouvernement. Mais les esprits avaient rapidement évolué, et une à une, les provinces avaient proclamé leur indépendance totale et adopté le système républicain : Cartagena, Santa Fe de Bogotá, Antioquia, Tunja, etc.

Il n'était cependant pas question d'une nation colombienne, et trois tendances s'affrontent dans une longue guerre civile :

- Une centraliste, avec Nariño à Santa Fe de Bogotá, dans l'État de Cundinamarca.
- Une fédéraliste, regroupée dans les Provinces-Unies de la Nouvelle-Grenade.
- Une royaliste, avec Santa Marta et Popayán comme principaux centres.

C'est dans cette atmosphère que Bolívar débarque en novembre 1812 à Cartagena. En décembre 1812, il y fait paraître son très célèbre "*Manifeste de Cartagena*". C'est une analyse lucide et sobre des causes de l'échec de la première république vénézuélienne, et des erreurs à éviter dans le futur, si l'Amérique latine veut accéder à l'indépendance. Ce manifeste a un énorme retentissement et est commenté avec passion par les élites de la Nouvelle-Grenade.

Bolívar se met au service de Cartagena, et combat avec succès les forces royalistes. Il remporte le 28 février 1813 la bataille de Cúcuta, dans le nord-est de la Colombie. C'est de là qu'il lance alors sa grande campagne vers l'est, dans le but de reconquérir le Venezuela. Cette campagne, connue sous le nom de "*Campaña Admirable*" est un succès : Bolívar vole de victoire en victoire, et le 6 août 1813, il connaît une des plus grandes joies de sa vie : son entrée triomphale dans Caracas.

Il perd pendant cette campagne un des ses meilleurs lieutenants, Antonio Nicolás Briceño, fait prisonnier par les Espagnols et exécuté le 15 juin 1813.

1982, n° 1121
Antonio Nicolás Briceño

2008, n°s 2715/2726

Différents portraits de Simón Bolívar

Dès son entrée à Caracas, Bolívar se comporte en véritable chef d'État, mais les problèmes s'amoncellent :

- Les royalistes espagnols gardent encore plusieurs places fortes. Bolívar perd son lieutenant et ami Atanasio Girardot pendant un des ces combats, le 30 septembre 1813.

Colombie, 1991, n° 966
Atanasio Girardot

- La révolte des *llaneros*. Dans les *llanos*, les grandes prairies chaudes et humides du centre, vivait une population rude et primitive, qui va se mettre au service d'un chef d'une cruauté inouïe : José Tomás Boves. Haïssant tous les Blancs, qu'il soient royalistes ou républicains, il n'est intéressé que par le massacre et le pillage. Bolívar essaie de le contenir, mais devant la peur que Boves inspire, il doit battre en retraite. Il est sauvé de justesse à San Mateo par le sacrifice de son ami Antonio Ricaurte, qui se sacrifie en faisant sauter le 25 mars 1814 le dépôt de munitions.

Colombie, 1926, n° 251
Antonio Ricaurte

Bolívar est battu par Boves à La Puerta, le 15 juin 1814, et le 6 juillet, il doit évacuer Caracas avec la majorité de la population. Il se dirige vers l'est, où il trouve l'appui de Santiago Mariño.

1988, n° 1413

Santiago Mariño

Santiago Mariño est un indépendantiste convaincu, mais, refusant le rôle de second, il sera longtemps le rival de Bolívar. Après avoir livré ensemble des combats d'arrière-garde, ils doivent s'enfuir dans des conditions très difficiles, et Bolívar parvient à s'embarquer à nouveau vers Cartagena. La deuxième république vénézuélienne n'a donc duré qu'onze mois, d'août 1813 à juillet 1814.

De retour en Colombie, Bolívar a la joie d'y retrouver Rafael Urdaneta, un de ses fidèles lieutenants, qui ramène les restants de l'armée républicaine du Venezuela.

Urdaneta a toujours été d'une fidélité sans failles et d'une extrême loyauté envers Bolívar. Il a été pendant quelques mois, de septembre 1830 à avril 1831, le président de ce qui était encore officiellement la Grande Colombie, mais qui était en train de se disloquer. Ayant choisi le camp de Bolívar contre Páez, il part en 1831 en exil à Curaçao, et ne peut rentrer au Venezuela qu'en 1832. Il occupera plus tard, de 1839 à 1845, le poste de ministre de la défense du Venezuela.

1911, n°s 127/128

1946, n° 258 & P.A. n° 212

Rafael Urdaneta

1988, n°s 1408/1412
200e anniversaire de la naissance de Rafael Urdaneta

Mais la situation en Nouvelle-Grenade est plus que confuse : c'est la guerre civile entre les Provinces-Unies de la Nouvelle-Grenade, dont la capitale est Tunja, et le Cundinamarca, avec Santa Fe de Bogotá comme capitale. Bolívar est nommé à la tête des forces des Provinces-Unies de la Nouvelle-Grenade, et le 10 décembre 1814, il s'empare de Santa Fe de Bogotá, obligeant ainsi le Cundinamarca à reconnaître l'autorité des Provinces-Unies.

Mais, devant les dissensions entre les leaders de la Nouvelle-Grenade, Bolívar préfère démissionner de son poste de commandant en chef, et le 9 mai 1815, il se retire à la Jamaïque.

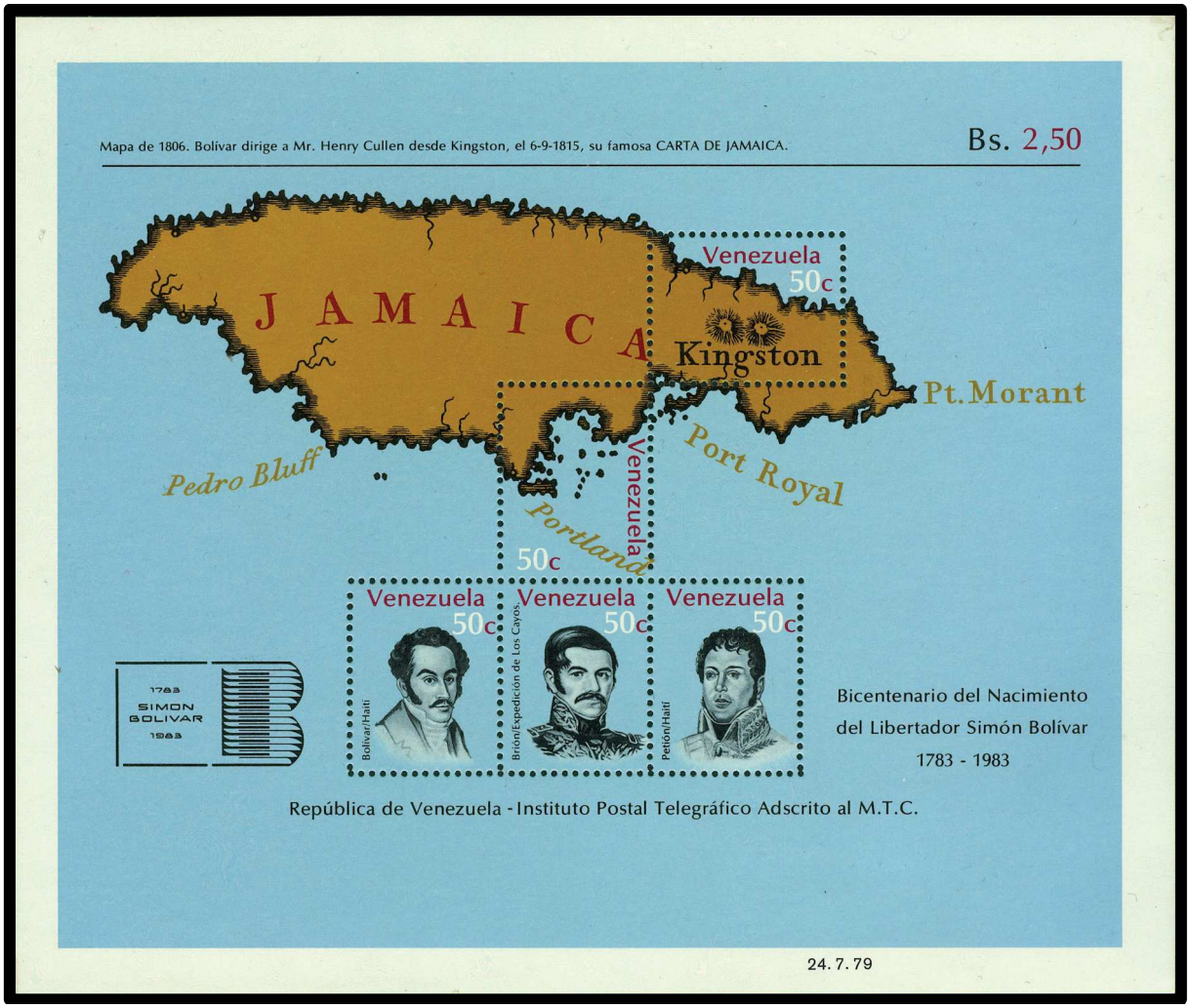
Pendant ce temps, trois des anciens lieutenants de Bolívar avaient continué la lutte au Venezuela, et considéraient celui-ci comme un traître, tout comme Bolívar lui-même avait été indigné en 1812 par la "trahison" de Miranda. Il s'agit de José Félix Ribas, Manuel Piar et José Francisco Bermúdez. Leur sort a été très différent : Ribas fut fait prisonnier par les llaneros et décapité le 31 janvier 1815. Piar continua son opposition larvée contre Bolívar, qui le fit finalement exécuter le 16 octobre 1817. Seul Bermúdez se réconcilia plus tard avec Bolívar et allait encore jouer un rôle important dans la guerre d'indépendance.

1994, n° 1697
Manuel Piar

1982, n° 1120
José Francisco Bermúdez

À la Jamaïque, Bolívar vit dans un dénuement complet, mais il a le courage d'y faire paraître un nouveau texte célèbre: la "*Lettre de la Jamaïque*", qui est une brillante analyse de la situation dans les colonies espagnoles et de la légitimité de la lutte pour l'indépendance.

1965, P.A. n° 867
150e anniversaire de la "Lettre de la Jamaïque"



1979, bloc 20
Séjour de Simón Bolívar à la Jamaïque en 1815. Carte de la Jamaïque
Effigies de :
- Simón Bolívar
- L'amiral Luis Brión, qui soutint Bolívar à partir de 1815
- Alexandre Pétion, président d'Haïti qui accueillit Simón Bolívar fin 1815

1979, n°s 1052/1053

Simón Bolívar *La signature de Simón Bolívar*

Mais entretemps, la situation a évolué en Espagne : après la chute de Napoléon, Ferdinand VII retrouve son trône, et dès le début, il impose le retour à l'absolutisme de l'Ancien Régime. Il rétablit le vieux Conseil des Indes, et envoie un nouveau vice-roi, accompagné d'une armée de plus de 10 000 soldats, commandés par le général Pablo Morillo, pour reconquérir tous les anciens territoires coloniaux espagnols.

Morillo, nommé "el Pacificador (sic)", débarque le 3 avril 1815 au Venezuela, et dès le 7 avril, il s'empare de l'île Margarita, le dernier foyer de résistance de la part des républicains vénézuéliens. Il y obtient la soumission de Juan Bautista Arismendi, qui allait devenir plus tard un lieutenant important de Bolívar. Après Caracas, il se dirige vers l'ouest, pour reconquérir la Nouvelle-Grenade, et le 6 décembre 1815, il s'empare de Cartagena, après un long siège.

Pendant ce temps, Bolívar ronge son frein à la Jamaïque. Il y reçoit Luis Brión, un armateur d'origine hollandaise installé à Curaçao, qui lui propose de le ramener à Cartagena. Mais, apprenant la chute de la ville, ils partent ensemble, le 18 décembre 1815, pour Haïti. Luis Brión sera, pour son aide inconditionnelle à Bolivar, toujours surnommé l'amiral Brión.

À Haïti, Bolívar reçoit un accueil chaleureux du président, Alexandre Pétion, qui lui accorde toute son aide. La seule chose que Pétion, lui-même fils d'esclave noir, demande en échange de cette aide est la promesse de Bolívar d'abolir l'esclavage dans son pays, après la reconquête. Et le 2 janvier 1816, à Haïti, Bolívar fait, en présence de Pétion, cette promesse solennelle. Un demi-siècle avant Lincoln...

Antilles néerlandaises, 1971, n° 423 *Curaçao, 1934, n°s 115 & 116*

Luis Brión

Haïti, 1954, n° 346
Alexandre Pétion

Haïti, 1985, n° 837
Bolívar à Haïti

1979, bloc 21
La libération des esclaves, décidée en 1816 par Simón Bolívar. Oeuvre de Tito Salas

1979, n°s 1065/1066
L'abolition de l'esclavage.
Simón Bolívar *Portrait d'un esclave*

Début avril 1816, grâce à l'aide de Pétion et aux bateaux fournis par Brión, Bolívar parvient à s'embarquer à nouveau vers son pays. Il accoste à l'île Margarita, qui, dès le départ de Morillo, avait été reprise par les patriotes conduits par Arismendi. Bolívar est cependant dès le début de l'expédition confronté à des problèmes, surtout parce que plusieurs de ses lieutenants, surtout Mariño, Bermúdez et Piar, lui contestent le titre de commandant en chef.

Cette rivalité sournoise est à la base de l'échec de cette première tentative de reconquête de la part de Bolívar, qui est contraint de retourner début septembre 1816 à Haïti, où il continue à recevoir le soutien de Pétion.

Mais entretemps, la situation avait complètement changé en Nouvelle-Grenade. Après avoir pris Cartagena, Morillo avait reconquis toute la Nouvelle-Grenade et s'était installé à Santa Fe de Bogotá. La population locale, bien que lasse de la guerre civile, doit alors subir la terrible répression exercée par le vice-roi Juan de Sámano. Rien qu'à Cartagena, les massacres coûtent la vie à plus d'un tiers de la population. Exécutions, travaux forcés, exils et exactions se poursuivent inlassablement, orchestrés par un "Conseil de Purification". L'opinion publique se retourne une fois de plus, et redonne progressivement sa sympathie aux indépendanistes.

Les officiers indépendanistes, constatant que la cause de leur premier échec était la division, acceptent enfin de reconnaître le titre de commandant en chef de Bolívar, qui quitte à nouveau Haïti et débarque fin 1816 sur la côte vénézuélienne. Morillo s'empresse de se rendre avec ses forces au Venezuela, pour ce qui sera nommé la "Guerra a muerte".

Morillo essaie d'abord de reprendre l'île Margarita, mais il se heurte à l'opiniâtre résistance de Francisco Esteban Gomez, qui y remporte la victoire de Matasiete le 31 juillet 1817.

1967, PA n° 923
150e anniversaire de la bataille de Matasiete. Francisco Esteban Gómez

Bien qu'étant officiellement le commandant en chef, Bolívar n'est pas encore en position assez forte pour freiner les ambitions de ses lieutenants Mariño, Piar et Bermúdez. Il parvient à se rallier définitivement Bermúdez, mais les deux autres continuent à le contrecarrer, dans l'espoir d'usurper sa place.

Heureusement il reçoit le ralliement du nouveau chef des *llaneros*, José Antonio Páez, qui a pris la succession de José Tomás Boves, mort en 1814. Ce ralliement est dû au manque de perspicacité de Morillo, qui, dans sa volonté de soumettre tout le territoire, s'était attaqué à Páez, le rejetant ainsi dans les bras de Bolívar.

Bolívar descend vers le sud, entreprend dans les bouches de l'Orénoque ce que l'on nomme "la campagne de Guyane", et en juillet 1817, ses troupes parviennent à s'emparer de la ville importante d'Angostura (actuellement Ciudad Bolívar). Bolívar y fait son entrée fin août, y instaure la troisième république vénézuélienne, et en fait sa capitale.

Il y fait rapidement preuve de ses dons d'organisateur et de législateur, mais aussi d'implacable chef, en faisant exécuter Piar, qui continuait à s'opposer à lui. Ensuite, il quitte Angostura le 31 décembre 1817 pour rejoindre Páez dans les llanos, afin de rencontrer ensemble les forces espagnoles de Morillo. Mais après une première victoire, Páez se retire et Bolívar subit une sévère défaite le 16 mars 1818 à La Puerta. Déprimé et amer, il doit se retrancher dans Angostura.

Mais pour la première fois depuis longtemps, le vent se met à tourner en faveur de Bolívar :

- Il parvient à convaincre Páez de l'importance de la lutte commune contre l'Espagne.
- Il obtient la réconciliation – précaire – avec Mariño.
- Il voit affluer un grand nombre de volontaires venus d'Europe, surtout d'Angleterre et d'Irlande, enivrés par le vent de romantisme qui soufflait alors sur l'Europe. Parmi ceux-ci, Daniel O'Leary, qui deviendra son ami et son principal historiographe.
- Il s'attache les services du jeune Francisco de Paula Santander, qui deviendra son principal adjoint avant de devenir son rival, puis son ennemi. Il donne à Santander l'ordre d'occuper les llanos de Casanare, à l'ouest de ceux de Páez, et situés en Nouvelle-Grenade.

1979, n° 1057
Daniel O'Leary

1993, n° 1619

1911, F.P. n° 114

José Antonio Páez

Colombie, 1989, n° 935
Francisco de Paula Santander

Voulant montrer au monde que la troisième république vénézuélienne a des structures, des institutions et des lois, Bolívar convoque un congrès à Angostura, qui s'ouvre le 15 février 1819. Vingt-six délégués du Venezuela et de la Nouvelle-Grenade doivent y poser les fondations législatives du futur état indépendant. Bolívar y est nommé président de la république à titre provisoire, mais avec les pleins pouvoirs.

1980, n°s 1073/1074
Le congrès d'Angostura, en 1819
Signature de l'acte du congrès. *La maison où s'est tenu le congrès*

1980, bloc 22
Le congrès d'Angostura de 1819. Oeuvre de Tito Salas

1940, P.A. n° 137

1969, n° 775

Le congrès d'Angostura de 1819. Oeuvre de Tito Salas

C'est à cette époque que Bolívar conçoit un plan d'une audace incroyable : craignant d'affronter les forces de Morillo dans les plaines du Venezuela, il envisage de franchir les Andes avec son armée, et de surprendre les Espagnols en Nouvelle-Grenade.

Pendant l'été 1819, il réalise cet exploit réputé impossible : la traversée des Andes, à plus de 4000 mètres d'altitude, pour surprendre l'armée espagnole. Malgré des difficultés inouïes, Bolívar mène cette traversée à bien, et bat les Espagnols à la bataille du Pantano de Vargas, le 25 juillet 1819.

L'affrontement décisif a lieu à la bataille de Boyacá, le 7 août 1819. C'est encore une victoire, et Bolívar rentre triomphalement à Bogotá le 10 août 1819.

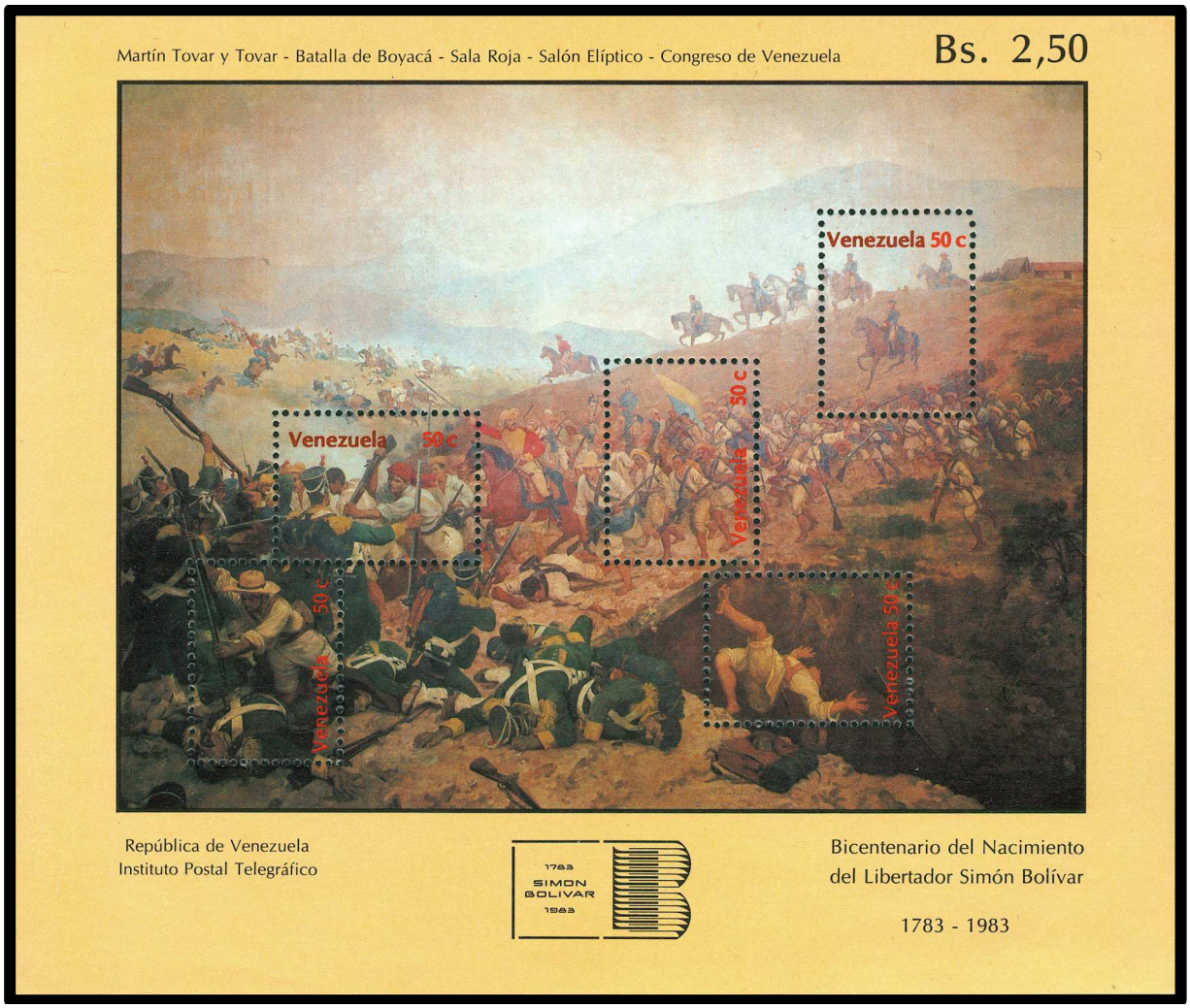
Colombie, 1969, n°s 646/647 & P.A. n° 497

Bataille de Boyacá — *Passage des Andes* — *Entrée à Bogotá*

150e anniversaire de la campagne de libération

1970, n° 810

150e anniversaire de la bataille de Boyacá



1982, bloc 23
La bataille de Boyacá. Oeuvre de Martín Tovar y Tovar

1960, n°s 628/630 & P.A. n°s 722/724
Le général José Antonio Anzoátegui, héros de la bataille de Boyacá

1982, n°s 1108/1109
La bataille de Boyacá, le 7 août 1819
Le colonel Juan José Rondón *Le général José Antonio Anzoátegui*
Deux héros de la bataille de Boyacá

En Nouvelle-Grenade, les Espagnols ne gardent plus que les ports de Cartagena et Santa Marta, ainsi que quelques places au sud. Mais les choses ne vont pas si bien au Venezuela : une fois de plus, Mariño essaie de remplacer Bolívar, en faisant circuler la nouvelle que celui-ci était mort ou prisonnier.

Pour cette raison, Bolívar laisse le gouvernement de la Nouvelle-Grenade aux mains de Santander, et se hâte vers Angostura, où il arrive le 11 décembre 1819. Il réunit immédiatement le Congrès, et le 17 décembre 1819, il fait adopter la création de la République de Colombie, qui comprend le Venezuela, la Nouvelle-Grenade et le territoire de l'actuel Équateur. À la tête de cet immense territoire se trouve un président unique, secondé par trois vice-présidents : un pour les trois départements qui constituent l'ensemble : le Venezuela (Caracas), le Cundinamarca (Bogotá) et Quito.

Mais si la République est créée en 1819, il faut la doter d'institutions solides et efficaces, et c'est dans ce but que Bolívar réunit en 1821 un congrès constituant à Cúcuta. Les principales acquisitions en sont :
- Le pouvoir exécutif est assumé par un président élu.
- Le pouvoir législatif est incarné par un système bicaméral (Chambre et Sénat).
- Le suffrage censitaire est instauré.
- La promesse d'abolir à terme l'esclavage y est formulée.
- La capitale est Santa Fe de Bogotá, dont le nom devient simplement Bogotá.

Colombie, 1971, n° 656
150e anniversaire de la constitution de Cúcuta

En 1820, un vent de libéralisme souffle sur l'Espagne, et Madrid demande à Morillo d'entamer des négociations avec Bolívar. Ces négociations aboutissent à l'armistice du 26 novembre 1820. Peu après, Morillo se rembarque pour l'Europe, cédant le commandemant local à Miguel de La Torre.

Mais les négociations de paix échouent, pendant que deux centres qui étaient encore aux mains des royalistes se soulèvent : Guayaquil en Équateur et Maracaibo au Venezuela. Et le 28 avril 1821, les hostilités reprennent.

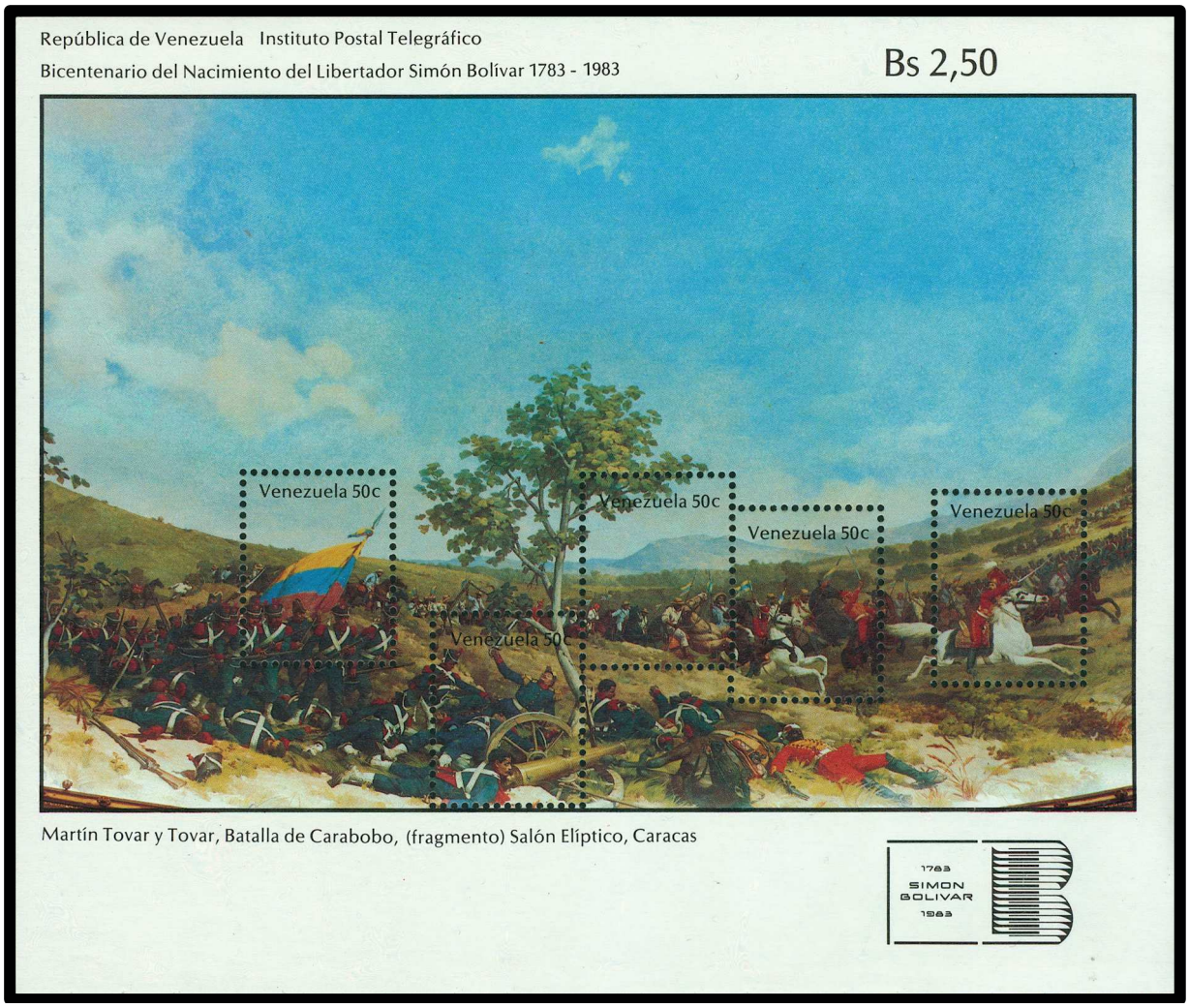
Bolívar se déplace vers le Venezuela, et le 24 juin 1821, il remporte une éclatante et décisive victoire sur les Espagnols à Carabobo.

1961, n°s 643/644 & P.A. n°s 744/749
140e anniversaire de la bataille de Carabobo

1940, n° 228
La bataille de Carabobo

1971, n° 836
150e anniversaire de la bataille de Carabobo

1982, n°s 1119A/1119B
La bataille de Carabobo, le 24 juin 1821
Monument de la victoire, à Carabobo *José Antonio Páez*



1982, bloc 24
La bataille de Carabobo. Oeuvre de Martín Tovar y Tovar

1993, n° 1618
Monument de la bataille de Carabobo

Ambrosio Plaza

Pedro Camejo

Manuel Cedeño

Colonne commémorative

Simón Bolívar

Annonce de la victoire

Santiago Mariño

Bolívar au mont Buenavista

José Antonio Páez

Thomas Ilderton Ferriar

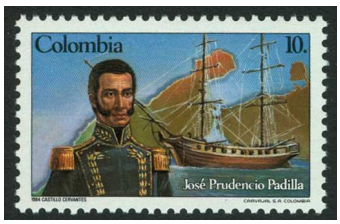
2001, n°s 2175/2184
180e anniversaire de la bataille de Carabobo (24 juin 1821)

1940, P.A. n°s 131/136
Monument de la bataille de Carabobo

Après la victoire de Carabobo, Bolívar fait une entrée triomphale à Caracas, le 29 juin 1821. Miguel de La Torre se retranche, avec les débris de son armée, dans Puerto Cabello, qui ne sera reprise qu'en 1823, après l'ultime victoire : la bataille navale du lac Maracaibo, le 24 juillet 1823. La flotte espagnole y est détruite par la marine de la Grande Colombie, commandée par l'amiral José Prudencio Padilla.

1973, n° 881/883
150e anniversaire de la bataille navale de Maracaibo

Colombie, 2008, n° 1439
La bataille navale de Maracaibo en 1823



Colombie, 1984, n° 879
L'amiral Prudencio Padilla

Les choses sont plus difficiles vers le sud, dans ce qui est actuellement l'Équateur. Cette région, avec Pasto, Guayaquil et Quito, est encore aux mains des royalistes espagnols, mais elle est convoitée aussi bien par Bolívar à partir de la Nouvelle-Grenade que par San Martín à partir du Pérou.

Le 28 juillet 1821, José de San Martín avait proclamé l'indépendance du Pérou, et a l'intention de remonter vers le nord. Bolívar envoie d'urgence le général Antonio José de Sucre vers le sud. Celui-ci parvient à occuper Pasto et Guayaquil, et remporte le 24 mai 1822 la bataille de Pichinchá, ce qui permet à Bolívar, qui de son côté avait battu les Espagnols à la bataille de Bomboná le 7 avril 1822, de faire son entrée à Quito le 16 juin 1822. Sucre est nommé à la tête de la province de Quito.

1904, n°s 110/114 & 123

1960, n°s 631/633 & P.A. n°s 725/727
Antonio José de Sucre

1995, n°s 1709/1718
200e anniversaire de la naissance d'Antonio José de Sucre

1995, bloc 41
200e anniversaire de la naissance d'Antonio José de Sucre

1944, n°s 251/253

1944, P.A. n°s 202/211
Antonio José de Sucre

Bolívar et San Martín se rencontrent en juillet 1822 à Guayaquil, et peu de temps après, sans donner des raisons valables, San Martín renonce à toutes ses charges militaires et politiques, et laisse à Bolívar le soin de parachever la conquête du Pérou et de la Bolivie.

1979, n°s 1046, 1048 & 1049
José de San Martin

1982, n°s 1119C/1119D
L'entrevue de Guayaquil entre Simón Bolívar et José de San Martín, le 26 juillet 1822
Plaque commémorative du monument de l'entrevue. La rencontre de Bolívar et de San Martín

1982, bloc 25
Le monument de l'entrevue de Guayaquil (Équateur) entre San Martín et Bolívar, en juillet 1822

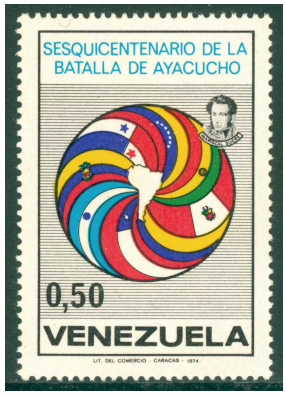
Après le départ du Pérou de San Martín, dégoûté des intrigues, différentes factions des élites de Lima se disputent le pouvoir, ce dont profitent les royalistes et les forces espagnoles pour regagner du terrain. Le Congrès du Pérou fait appel à Bolívar, pour redresser une situation qui de vient de plus en plus critique.

Après avoir reçu le feu vert du Congrès de la Grande Colombie, Bolívar débarque au Pérou et arrive en septembre 1823 à Lima, avec Sucre. Mais plusieurs personnalités péruviennes pactisent avec les Espagnols, qui, avec leur aide, parviennent à occuper de nouveau Lima. Devant la catastrophe imminente, le Congrès péruvien accorde alors, le 10 février 1824, les pleins pouvoirs militaires et politiques à Bolívar, avant de s'auto-dissoudre.

Bolívar, désormais officiellement dictateur du Pérou, réorganise avec Sucre l'armée locale, et le 6 août 1824, ils remportent ensemble, à Junín, la victoire sur les troupes espagnoles. Quelques mois plus tard, le 9 décembre 1824, Sucre mettait définitivement fin à la domination espagnole au Pérou en remportant la victoire décisive d'Ayacucho.

1924, n° 154 *1974, n° 931*

100e & 150e anniversaire de la bataille de Junín, le 6 août 1824. Bolívar et Sucre



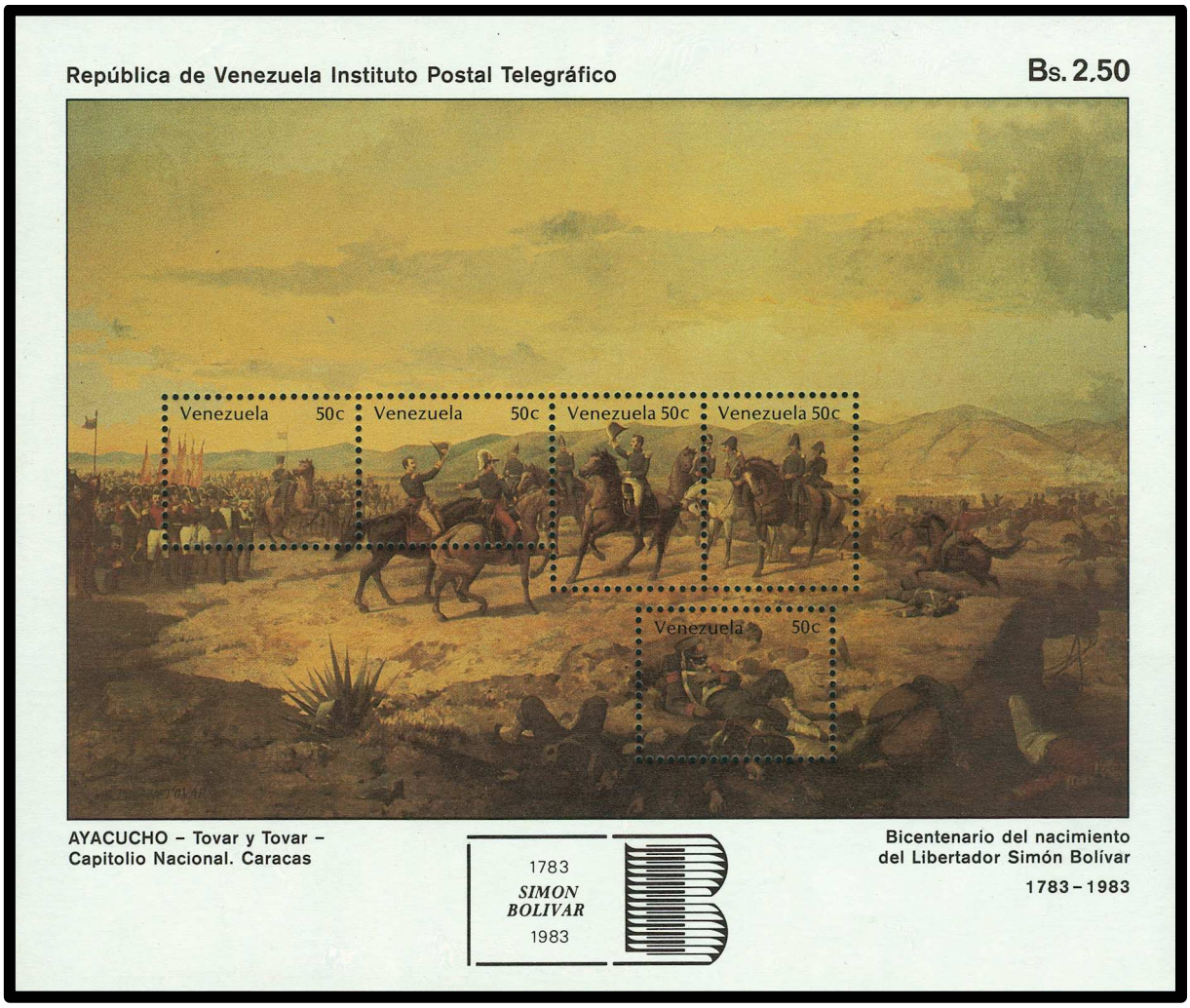
1974, n°s 936/939

150e anniversaire de la bataille d'Ayacucho, le 9 décembre 1824.

1983, n°s 1128/1129

La bataille d'Ayacucho, le 9 décembre 1824

Le général Antonio José de Sucre *Épée présentée à Bolívar*



1983, bloc 26
La bataille d'Ayacucho. Oeuvre de Martín Tovar y Tovar

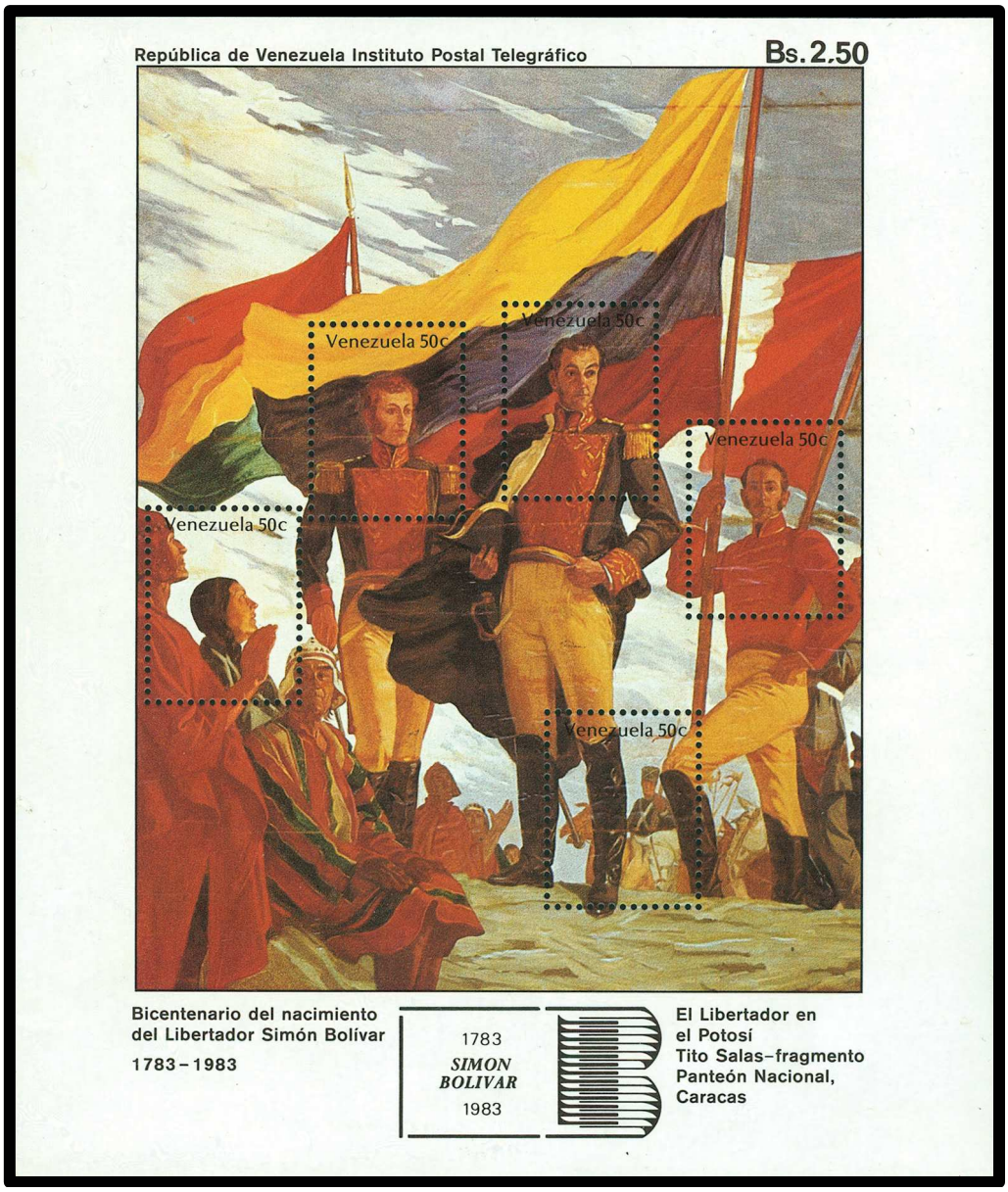
Après avoir installé un embryon d'organisation administrative et judiciaire au Pérou, Bolívar quitte Lima début avril 1825, pour rejoindre Sucre qui se trouvait dans ce qui s'appelait le Haut-Pérou. Sucre y avait occupé quatre provinces qui n'appartenaient autrefois pas à la vice-royauté du Pérou, mais à celle de La Plata, et faisaient donc, de ce fait, officiellement partie de l'Argentine. Il s'agit des provinces de La Paz, Potosí, Cochabamba et Chuquisaca, toutes situées à l'est du lac Titicaca. Ces quatre provinces voulant se séparer de l'Argentine et former un État, l'indépendance y est proclamée le 6 août 1825 sous le nom de République Bolívar, qui deviendra la Bolivie.

1975, n° 962
150e anniversaire de l'indépendance de la Bolivie

La présidence en est offerte à Bolívar, qui refuse, étant déjà officiellement président-dictateur du Pérou et président de la Grande Colombie, où le vice-président Santander gouverne en l'absence du Libertador. Bolívar offre la présidence du nouvel état à Sucre.

Le 26 octobre 1825, Bolívar connaît le plus grand triomphe de sa carrière : dans le Potosí, au sommet du Cerro Rico, il plante les drapeaux des nations qu'il avait libérées : c'est une véritable apothéose.

Il quitte la Bolivie le 1er janvier 1826, après en avoir rédigé lui-même la constitution.



1983, bloc 27
Simón Bolívar à son apogée en 1825 à Potosí (Bolivie). Oeuvre de Tito Salas